



PRESSE INTERNATIONALE

Ligue Communiste des Travailleurs - section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - QI



**GRÈVE GÉNÉRALE : CE N'EST QU'UN DÉBUT !
A BAS TOUT LE PLAN DU GOUVERNEMENT !**

La grève générale est un début. A bas tout le plan du gouvernement !

Le succès de la manifestation du 6 novembre et des grèves tournantes des lundis ont déjà donné le ton : dans tout le pays, les travailleurs et les travailleuses sont unanimes pour dire Non au plan du gouvernement.

Cette réaction de la classe ouvrière et des mouvements sociaux est à la hauteur du plan du gouvernement ultradroite qui vise tout d'abord à nous faire travailler plus (pensions à 67 ans) pour moins d'argent (saut d'index notamment). Pourtant, si le saut d'index et le relèvement de l'âge de la pension sont à juste titre au centre de la grogne syndicale, le plan intègre également toute une série de mesures certes moins visibles mais tout aussi inacceptables : des attaques au droit du chômage, la diminution des cotisations patronales, la question de l'immigration, les coupes dans le budget de la SNCB et la mise en place d'un service minimum, le durcissement de la loi sur le cannabis, etc. La lutte ne doit pas viser à mettre à bas un ou deux points seulement : **c'est bel et bien l'ensemble du plan qu'il nous faut combattre.**

Ces attaques avaient été en partie initiées par le gouvernement précédent, alors mené par Elio Di Rupo, mais les partis actuels n'ont pas à

se soucier d'un quelconque vernis rouge et peuvent avancer plus directement. Aujourd'hui, le PS ne perd pas une occasion pour essayer de nous convaincre qu'avec lui, c'était mieux, que le méchant, ce n'est que le MR vendu à la N-VA. Mais il suffit de regarder ce qui se passe dans les régions où les « socialistes » gouvernent, sans parler des mesures déjà appliquées par le précédent gouvernement fédéral, pour se rendre compte que c'est bel et bien toute la bourgeoisie qui est à l'assaut, dans cette guerre sociale sans trêve contre notre classe. Et à cela, il n'y a qu'une réponse possible : que **notre classe s'organise, démocratiquement, avec indépendance totale des partis des patrons et de ceux qui prétendent hypocritement la représenter.**

Depuis maintenant plus d'un mois, les travailleurs sont sortis dans la rue et ont bloqué les lieux de travail. Quel bilan faisons-nous ? Comment voyons-nous la suite ? Comment gagner ? Car ce n'est pas une journée unique de grève générale qui va obliger le gouvernement à retirer l'ensemble de ses mesures. Il faut maintenant organiser des

assemblées générales pour discuter de la suite du mouvement et voter un plan d'action pour continuer à construire le rapport de force et obtenir des victoires.

Un premier pas passe par **l'unification des luttes**, au-delà des barrières de régions et de branches. L'exemple des travailleurs de Caterpillar se rapprochant de ceux de BM&S, en grève depuis le 21 août, à l'occasion de la manifestation du 6 novembre, montre le chemin. Unifier les travailleurs avec et sans emploi, avec et sans papiers, hommes et femmes. Sans cela, nous n'arriverons pas à créer le rapport de force nécessaire à la tâche qui nous incombe aujourd'hui : mettre à bas ce plan infect.

La grève du 15 décembre ne peut pas rester sans lendemain. Elle doit être un nouveau point de départ, pour intensifier le combat sans relâche contre la politique d'austérité, pour organiser la résistance, à la base, à travers des assemblées et des comités de grève, dans cette guerre sociale menée par les patrons et leurs gouvernements contre notre classe. ■

Unifier les luttes, pour mettre fin aux attaques du gouvernement !

Organiser notre classe, pour mettre fin à l'exploitation !

LIT-QI

LALIGUE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS- Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky.

Nous revendiquons la révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La LIT a actuellement des sections dans 25 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

« ON LACHE RIEN ! »

Depuis le 21 août, ils ne lâchent rien. Les 14 ouvriers en grève, de la firme de nettoyage BM&S qui sous-traite le nettoyage des trains pour la SNCB à Schaerbeek, sont plus que jamais déterminés à mener le combat jusqu'au bout. Ce qu'ils veulent ? La réintégration des 5 collègues licenciés. La direction, après avoir voulu forcer le piquet avec des travailleurs accompagnés d'un huissier pour casser la grève, a perdu en justice qui a donné raison aux grévistes et à la FGTB. Maintenant, BM&S fait des propositions... La dernière, présentée aux travailleurs par les négociateurs de la Centrale Générale de la FGTB et qui prévoyait la réintégration sur d'autres sites, et seulement de 4 mois pour les intérimaires, est toujours inacceptable et a été rejetée par les grévistes, qui n'ont absolument rien à se reprocher.

Leur combativité et la solidarité entre eux sont exemplaires. Par leur lutte pour leur réintégration, ils luttent également pour défendre le droit de grève et contre la logique de sous-traitance et de privatisation du secteur ferroviaire.

Mais, jusqu'à présent, ce n'est pas suffisant pour faire plier BM&S. En effet, la SNCB a détourné ses trains vers l'atelier de Liers pour les faire nettoyer. Dans les faits, la SNCB casse la grève en brisant en partie son efficacité.

Une combativité exemplaire

Tenir le piquet est fondamental pour maintenir le site de BM&S à l'arrêt. Mais les ouvriers en grève ne se limitent pas à cela. Le 17 octobre, ils ont organisé, avec des délégués cheminots et leur Comité de Soutien, un rassemblement devant le Siège de la SNCB pour interpellé Jo Cornu, administrateur général.

Une délégation est reçue et le chef de la SNCB y déclare qu'il n'est pas opposé à ce que BM&S reprenne les travailleurs. Une petite victoire, mais qui n'engage en rien ce chef. Le mardi suivant, les ouvriers et leurs soutiens se rendent à un autre bâtiment de la SNCB pour mettre en question encore une fois la pratique de sous-traitance de la SNCB.

Une action de sensibilisation à l'atelier de nettoyage des trains de Forest était organisée à la demande des ouvriers par la Centrale Générale. La veille, un permanent de cette centrale a annulé l'action, parce que, écrit-il dans un mail, « selon des informations provenant de diverses sources il nous est signalé que l'intégrité physique des participants... ne peut être garantie ». Sommes-nous dans

rencontrent des syndicalistes de différentes régions, et en particulier ceux de Caterpillar qui les encouragent, établissent le contact, et se rendent au piquet, où ils font une contribution financière. Une AG du secteur du nettoyage a été organisée par la Centrale Générale avec de nombreux délégués pour organiser des actions sur des sites de BMS, mais sans décisions concrètes à ce jour. Parmi ces délégués, toutefois, ceux qui avaient été désignés pour accompagner le conflit ont été plutôt mal reçus, n'ayant rien fait depuis le début ; on les soupçonne d'être de connivence avec la direction de BM&S.

Le lundi 24 novembre, enfin, l'action proposée par un délégué cheminot lors de l'assemblée du 25 septembre – où

les grévistes de BM&S étaient présents – est organisée par la CGSP-Cheminots-Bruxelles. Vers 9 h, une quarantaine de cheminots, soutiens et grévistes investissent les voies de la Gare du Midi et bloquent durant une heure deux Thalys en criant : « Réintégration, sans conditions ! », ou encore « BMS casse toi, la SNCB n'est pas à toi ! ». Un



une situation où des syndicalistes ne peuvent pas tracter devant une entreprise sans se faire agresser ? BM&S dispose-t-elle de milices privées ? Y a-t-il eu le moindre acte de violence dans cette grève ? Et quand bien même, le syndicat ne devrait pas se laisser intimider. Nous dénonçons cette manœuvre bureaucratique qui sape la solidarité entre les travailleurs.

Mais les gars de BM&S ne se découragent pas, bien au contraire, et ils participent à la manifestation du 6 novembre avec leur calicot « On lâche rien ». Ils y

tract de la CGSP-Cheminots est distribué pour expliquer l'action aux voyageurs et aux travailleurs du Thalys qui montrent une certaine sympathie pour l'action.

Avertie lors de la manifestation du 6 novembre par un délégué de la SNCB de Liers que « leurs » trains sont nettoyés là-bas, une délégation de grévistes se rend sur le site et discute avec des ouvriers pour les sensibiliser à leur lutte. L'accueil est chaleureux et les intérimaires du site n'ont pas travaillé sur le chantier ce jour-là, en solidarité, se disant « bloqués » à l'entrée !



Toutes ces actions permettent petit à petit de sortir cette grève d'un certain isolement. Mais la direction de BM&S, elle aussi, ne lâche rien. Le piquet va donc continuer. Mais le temps passe, l'argent manque, l'hiver arrive et la direction joue ici la carte du pourrissement du conflit, en espérant forcer les travailleurs à accepter l'accord.

Une seule solution : entourer les ouvriers de BM&S de notre solidarité

Des messages de solidarité des délégués de la section d'ACOD/LRB de la municipalité de Starbroek et que de délégués de la société UTi Logistics à Feluy sont parvenus aux grévistes. Une motion de l'assemblée générale de régionale bruxelloise de la CGSP-Enseignement a également été envoyée

pour soutenir leur combat et exiger la reprise par la SNCB du nettoyage sous statut Cheminot. Au niveau international, après une motion de la Coordination No Austerity en Italie, c'est une délégation de cheminots de Sud rail (France) qui est venue soutenir les grévistes au piquet. Dernièrement une assemblée de syndicalistes du TUC (Trade Union Council) de Liverpool en Angleterre a voté la solidarité et l'envoi d'une délégation pour la grève générale du 15 décembre. Comme le disent les camarades français dans leur motion de solidarité « leur victoire sera la nôtre » ! C'est pour cela que la solidarité est nécessaire pour les soutenir dans leur combat.

Comme ils l'ont déjà fait le 6 novembre, les grévistes doivent s'inscrire dans le mouvement de grève organisé par les syndicats et participer, avec tous

leurs soutiens, à des actions pour mettre leur lutte en avant. Nous pensons aussi que ces grèves sont l'occasion de tisser des liens avec d'autres secteurs en lutte.

Il faut approfondir les liens de solidarité avec les différentes délégations et personnes qui se sont montrés solidaires comme les Cheminots, le secteur du nettoyage, les ALR, les Enseignants, le SETCA, bien sûr, mais aussi ceux de l'atelier de Forest, de Liers, de Feluy, de Caterpillard et de Starbroek. Car ce n'est qu'en étant unis derrière ceux de BM&S qu'ils pourront gagner. Pour chercher de nouvelles solidarités, la pétition en ligne, qui a déjà réuni plusieurs centaines de signatures, peut être un très bon outil. Nous invitons tous les travailleurs à demander à leur délégation d'envoyer des

motions de solidarité avec cette lutte exemplaire.

Enfin, nous faisons ici un appel pour redoubler d'effort dans la campagne financière, car c'est ce qui va leur permettre de tenir le coup. Des centrales avaient déjà fait un don en septembre qui a été bien utile, mais cela ne suffira pas à combler le manque à gagner en vivant sur des indemnités de grève. Exigeons que nos centrales remettent cela ! ■

Pour toute information et tout envoi de solidarité : soutien greve bms at gmail com

Versez un soutien financier au compte n° de compte de la CGSP-Cheminots
BE20 0682 1834 9956
avec la mention « Solidarité BM&S ».

Réintégration immédiate des 5 ouvriers de BM&S !
Statut de cheminots pour tous,
y compris les travailleurs de BM&S !
Non à la privatisation de la SNCB ! – Non à la sous-traitance !
Pas touche au droit de grève !
Vive la solidarité internationale des travailleurs !

L'accord de gouvernement : un plan de destruction du rail public

En plus des mesures d'austérité annoncées pour tous les travailleurs, les cheminots et le chemin de fer sont particulièrement menacés sur plusieurs fronts par l'accord de gouvernement du nouvel exécutif fédéral. Et le CEO de la SNCB, loin de s'y opposer, lui emboîte le pas dans l'objectif commun : la destruction du service public dans le rail et sa privatisation. Le scénario « à la Sabena » est même ouvertement annoncé.¹ Le but est de distribuer un nouveau marché juteux aux investisseurs privés, aux actionnaires. Et ce sont tant les conditions de travail que la qualité du service aux voyageurs qui vont progressivement passer à la trappe.

Niveler par le bas les conditions de travail des cheminots

Dans une lettre de cinq pages adressée aux syndicats, le patron de la SNCB, Jo Cornu, précise comment il voit « son » entreprise : « J'ai été frappé par le fait que la productivité soit limitée par un certain nombre de phénomènes, que le fonctionnement soit handicapé par de nombreuses règles à divers niveaux. »² Tout en affirmant aujourd'hui ne pas vouloir toucher au statut du personnel, il est clair qu'il a bien l'intention de le vider de sa substance ! La ligne politique de l'accord du gouvernement fédéral va tout à fait dans ce sens.

Ce dernier prévoit d'aligner les conditions de travail des cheminots au secteur privé, de flexibiliser l'emploi. Quelques exemples. Au niveau des pensions, par plusieurs adaptations techniques, la perte sèche pour un technicien serait de l'ordre de 18 %, voire plus selon les cas. L'âge de la pension serait aussi augmenté progressivement, comme dans le privé.

Quant au salaire, l'augmentation barémique du secteur public serait soumise à la Loi de 1996 sur « la sauvegarde préventive de la compétitivité ». Autrement dit, maintenant, dans le secteur public aussi, les salaires seraient gelés.

Il y a déjà de moins en moins d'engagements statutaires et de plus en plus de contractuels ; on fait de plus en plus appel à des consultants ; et, comble de la flexibilisation, le gouvernement veut légaliser le travail intérimaire.

Leur projet remet en question le statut de cheminot : ce serait la fin d'une époque où le statut signifie encore quelque chose d'important pour la qualité de vie. La qualité du service fourni aux voyageurs pourrait-elle s'améliorer de cette manière ?

Coupe drastique pour « obliger » le démantèlement

Le rail avait déjà connu des coupes budgétaires de l'ordre de 200 millions sous Di Rupo, qui ont mené à la suppression de trains, de guichets, etc. Aujourd'hui, la ministre de la Mobilité, Jacqueline Galant, nous annonce des

Un service public est offert par une entreprise qui appartient à l'Etat, c'est-à-dire qu'elle est financée par nous tous, dans le but d'offrir un service abordable à chacun, quels que soient ses revenus. Un service public est un moyen de redistribuer équitablement les richesses d'une société. Aujourd'hui, ce n'est pas seulement une partie de son offre qui est remise en question, mais aussi l'infrastructure qui est l'outil de travail des cheminots, ainsi que l'accès au transport ferroviaire, en particulier pour les habitants de zones rurales.

Qui plus est, la CGSP-Cheminots a calculé qu'avec cette coupe on pourrait perdre 6.500 cheminots, alors que le manque de personnel est déjà criant dans tous les services. C'est aussi un moyen de supprimer des statutaires, de sabrer dans le corps de 34.000 travailleurs sous contrat collectif, et de démanteler la menace de résistance sociale qu'il représente.



coupes monumentales qui « obligeraient » les managers à redéfinir en profondeur les priorités des trois sociétés publiques du rail (SNCB, Infrabel et HR-Rail). Il s'agit d'une économie de 2,1 milliards d'euros échelonnée d'ici 2019, soit une moyenne de 15 % de la dotation annuelle. La ministre déclarait : « si un service de train est trop cher, il est impossible de continuer à le prévoir. » Plus grave : « Si des lignes ne sont pas rentables, il faut alors les remplacer par des services de bus. »³ Tout cela en fonction d'un calcul de « rentabilité », alors qu'un service public ne devrait jamais avoir pour but d'être rentable.

La privatisation en ligne de mire

L'accord de gouvernement prévoit une réforme de la Loi de 1991 sur les entreprises publiques. Celle-ci représentait une première attaque contre les services publics, les premières attaques « néolibérales » dans notre pays. Le gouvernement Michel se prépare donc aussi à une bataille juridique : c'est dans une Loi qu'il voudrait enterrer la notion de service public et le statut du personnel.

Ce gouvernement de droite prévoit la libéralisation du transport national de voyageurs pour 2017, avant même l'échéance européenne. Cela signifie que des trains de compagnies privées

ou d'autres compagnies publiques européennes rouleraient sur notre réseau, se réservant bien entendu les trajets les plus fréquentés, au détriment de notre SNCB qui s'enfoncerait résolument dans un déclin financier. Jo Cornu ne dit rien d'autre dans sa lettre quand il parle d'un possible emballement de la dette de la SNCB qui, contrairement à ce qu'il affirme, a été créée et est maintenue par une volonté politique : « *La libéralisation/privatisation serait à ce moment inévitable, non pas des suites d'une volonté politique, mais par nécessité financière comme cela a été le cas avec la Sabena.* »⁴ Une autre faillite programmée est donc à l'horizon, celle de l'opérateur ferroviaire public, la SNCB.

Rappelons quand même que, si cette libéralisation devenait possible, c'est aussi suite à la scission du groupe SNCB menée obstinément contre la volonté des cheminots par les ministres « socialistes » du gouvernement Di Rupo : Paul Magnette et Jean-Pascal Labille. Le gouvernement suédois enfonce donc une porte déjà ouverte par ses prédécesseurs du PS !

La libéralisation mène à la privatisation du transport. Et la cause n'est pas que le service ferroviaire serait devenu défaillant, ni même qu'il coûterait trop cher. Il est avéré que le rail anglais n'a jamais coûté aussi cher à l'Etat que depuis qu'il est privatisé. La privatisation n'a d'autre but que d'offrir au secteur privé les moyens de toucher de nouveaux bénéfices, dans ce cas, d'énormes bénéfices. En suivant le chemin de la Grèce qui a déjà vendu tous ses biens publics, dans le contexte de crise économique et financière en Europe, le gouvernement belge vend aussi nos « bijoux de famille » et offre notre réseau ferroviaire modernisé sur un plateau d'argent. On comprend dès lors mieux pourquoi le gouvernement annonce la réduction de la redevance payée au gestionnaire d'infrastructure Infrabel... Nous payons des

sommes faramineuses pour aménager le réseau, mais quand il s'agit de l'exploiter, c'est le privé qui en tire profit !

Pour le voyageur, cela signifierait clairement une augmentation du prix du billet, comme on le constate dans le rail anglais, ou chez nous dans les autres secteurs libéralisés : la téléphonie, l'énergie, la Poste... Cela pose aussi beaucoup de questions d'organisation : une nouvelle augmentation des retards

de la durée obligatoire de formation des conducteurs !

Tous ensemble, continuons le combat.

Ni les cheminots ni les voyageurs n'ont intérêt à cette libéralisation/privatisation. C'est une politique patronale délibérée. Résister à cette politique ferroviaire libérale est une facette de la lutte générale contre la politique du gouvernement Michel. C'est donc unis, cheminots et usagers, cheminots et autres travailleurs, avec et sans emploi, que nous pourrions le faire plier.

Mais comme grand secteur organisé et avec leur capacité de blocage du pays, les cheminots ont aussi une grande responsabilité spécifique dans ce mouvement contre les mesures d'austérité. Les cheminots avec leurs syndicats doivent saisir cette opportunité et ne pas hésiter à se mettre à la tête de la lutte ; à faire des appels et à se solidariser avec d'autres secteurs en lutte comme les policiers ou les pompiers ; et à soutenir pleinement les nettoyeurs de BM&S qui mènent une grève exemplaire. De la victoire de leur lutte dépendent aussi aujourd'hui nos futures victoires pour la défense du service public.

Face à ce gouvernement des patrons et leur éventuel passage en force, il est surtout important de rester mobilisé... encore après le 15 décembre et tant que nous n'aurons pas fait totalement annuler tout ce plan infect. C'est le rapport de force général et à la base qui sera déterminant ! Et gare au processus de négociation interminable qui pourrait donner tant d'illusions et nous faire baisser la garde, nous endormir avant de nous marcher dessus. ■

Droit de grève en danger

Pour limiter notre capacité à résister à leurs plans antisociaux, le patronat et le gouvernement s'attaquent aussi à notre meilleure arme collective : la grève. Fin octobre, la direction de la SNCB a sanctionné individuellement les conducteurs de trains qui s'étaient mis en grève spontanée pour dénoncer l'accord gouvernemental. Tout comme pour les manifestants arrêtés et poursuivis en justice suite aux échauffourées de la manifestation du 6 novembre, toute atteinte personnelle dans le cadre d'une action collective est inadmissible.

La presse aussi s'en donne à cœur joie pour décrédibiliser les grévistes et la grève en elle-même, en la qualifiant de « sauvage » et en faisant croire à « une prise d'otage » des usagers, alors que ce sont le gouvernement et les managers les premiers responsables ; ce sont eux qui prennent littéralement le service public en otage.

Pour casser le droit de grève des cheminots, le gouvernement déclare avoir l'intention de mettre rapidement en place un service minimum (ou « service garanti ») en concertation avec les syndicats. Cela n'a rien à voir avec un service minimum absolument nécessaire, comme dans les hôpitaux par exemple, où la vie de patients est directement en jeu. Dans le cas du chemin de fer, ou du transport en commun en général, il s'agit de pouvoir bloquer partiellement l'économie du pays, en empêchant les patrons de compter avec leurs travailleurs. C'est bien cela, ce qui les dérange profondément et qu'ils veulent empêcher. Et c'est bien cela que nous voulons défendre.

Bien qu'un protocole pour « encadrer » les grèves existe déjà, nous appelons les syndicats à ne négocier sous aucun prétexte le service minimum, qui n'a d'autre but que de casser nos grèves.

(et une révision à la baisse des horaires) est à craindre, et surtout, de plus grands risques en matière de la sécurité : ces compagnies privées, plus préoccupées par la réduction de leurs dépenses, ont déjà obtenu par exemple dans le secteur marchandise libéralisé la réduction

1 Le Soir, 2.12.2014 - 2 L'Echo, 27.11.14
3 La Libre, 8.11.14 - 4 L'Echo, 27.11.14

Soutenons et diffusons la campagne de la CGSP-ALR contre l'austérité !

Au dernier Congrès statutaire de la CGSP-ALR (Administrations Locales et Régionales), une campagne d'information et de mobilisation sur le thème de l'austérité a été approuvée. L'idée de cette campagne est née d'un petit groupe de délégués de différents secteurs qui voulaient s'unir pour agir ensemble contre les mesures d'austérités qui vont petit à petit détricoter nos services publics : non-remplacement de personnel, baisse des investissements dans les soins de santé, augmentation du prix des services, dégradation des conditions de travail, etc.

Le premier pas a été de réaliser une brochure, publiée en français et en néerlandais, qui démonte les arguments du gouvernement et des patrons, relayés par les médias. Ceux-ci présentent l'austérité comme la seule solution, car : « *Les Belges ont vécu au-dessus de leurs moyens* » ; « *Notre sécurité sociale est trop chère et les salaires trop élevés* » ; « *Les services publics coûtent cher et sont peu efficaces* » ; « *Notre système social incite à l'inactivité et beaucoup de chômeurs et d'étrangers veulent juste en profiter et ne cherchent pas d'emploi...* » ; ou enfin « *il faut rembourser la dette publique* ». La brochure démontre bien que la crise n'est pas la responsabilité des travailleurs, mais celle des banques et des grosses entreprises, qui ont fait gonfler la dette.

Cette brochure d'information a été conçue comme un outil pour mener le débat dans les syndicats et sur les lieux de travail autour de la politique anti-sociale imposée au nom de l'austérité, mais pas question d'en rester là. Partant

de ce constat, les initiateurs de la campagne estiment qu'il est nécessaire de se rassembler et de se mobiliser pour refuser la casse sociale, car il s'agit de choix politiques – de ce nouveau gouvernement comme de l'antérieur – et non d'une fatalité ! En effet, il y a un moyen concret d'y échapper : récupérer de l'argent en ne payant pas cette dette publique qui n'est pas la nôtre, mais celle des banquiers et des patrons. La brochure appelle « *tous les travailleurs et citoyens à se réunir pour discuter de cette problématique et pour préparer les mobilisations qui seront nécessaires afin de renverser la vapeur et de faire comprendre au monde politique que cela suffit de toujours s'en prendre aux plus faibles et plus précarisés !* » Pour mener cette campagne, un groupe de militants s'est constitué au sein de la CGSP-ALR de Bruxelles et se réunit régulièrement. Il organise la diffusion de la campagne dans les sections syndicales par une présentation et un débat, et propose d'« *organiser des assemblées sur chaque lieu*

de travail pour discuter de cette brochure et des actions qui peuvent être menées ».

Cette campagne est aussi menée en allant soutenir d'autres collègues dans leur combat. Cet aspect est fondamental, car si nous restons divisés, si nous ne développons pas l'unité dans nos luttes quotidiennes, nous ne pourrons pas vaincre la politique d'austérité du gouvernement.

Nous pensons que l'initiative de ces militants syndicaux, de construire une campagne en réunissant un groupe de délégués et affiliés de différents secteurs, est un exemple à suivre dans tous les secteurs et dans tous les syndicats pour mener une large campagne d'information et de mobilisation sur les mesures du gouvernement. Combattre l'austérité, c'est organiser la lutte à la base, sur chaque lieu de travail, dans chaque commune. C'est pour cela que nous invitons tous les militants syndicaux et politiques qui veulent lutter contre l'austérité à prendre connaissance de la campagne, à la diffuser et à se l'approprier, voire à développer la même dynamique dans leur secteur. Nous vous invitons également à communiquer à ce groupe toute lutte ou initiative existante dans votre secteur afin de pouvoir **développer la solidarité.** ■



Vous trouverez le matériel de campagne (brochures, affiches, tracts) sur le site de la CGSP-ALR. Vous pouvez télécharger la brochure « **Pas touche à nos services publics !** – Une campagne de la CGSP-ALR contre l'austérité » sur <http://www.infoskes.be> (cliquer en haut, à gauche). Pour plus d'informations, prenez contact avec ces camarades en envoyant un mail à info.noausterity-at-gmail.com

Le Plan Cactus du PTB

Un « aiguillon pour un renouveau social, écologique et démocratique », ou la nécessité de construire un plan de luttes et de mobilisations



Le 19 octobre dernier, le PTB organise sa « Protest Parade », une mobilisation appelée pour manifester contre les Plans d'austérité du gouvernement Michel Ier. Cette mobilisation, qui avait comme objectif de « populariser » le Plan Cactus du PTB, a réuni quelque cinq mille personnes dans les rues de Bruxelles. Voyons ce que propose ce plan.

Conscients qu'un nouveau contre-mouvement se dresse face à l'injustice sociale, le PTB propose comme symbole de la lutte un cactus « sympathique et piquant, qui port les épines de la résistance et de l'indignation », mais dont les épines seraient aussi « les aiguillons du renouveau social, écologique et démocratique ». Pour le PTB, il s'agirait de créer avec ce plan une vision propre, un langage propre, et surtout, un projet propre. Mais pour qui ? Et comment ?

Pour cette organisation, il s'agirait de faire une série d'investissements dans les secteurs sociaux, les transports (à prix abordables), la culture, l'emploi, l'énergie renouvelable, une politique du climat socialement juste, etc., etc. Pour le PTB, ces investissements passent par un cadastre des fortunes, un inventaire des richesses dans notre pays, et une taxe des millionnaires. C'est donc avec un impôt sur la fortune, sur la spéculation et les transactions financières que le PTB prétend financer cet ensemble des mesures et mettre fin à « l'injustice sociale » dans la société capitaliste.

Il ne s'agit pas de faire de la morale aux capitalistes. Ces derniers défendent avec tous les moyens à leur disposition (Etat, répression) leurs intérêts de classe, radicalement opposés à ceux des travailleurs. La crise actuelle pousse encore plus les patrons en avant dans

leurs attaques. Ils doivent absolument – de leur point de vue et en accord avec leurs intérêts – approfondir l'exploitation. C'est ce besoin d'une exploitation accrue qu'exprime l'actuel plan du gouvernement. Dans cette situation, aucun espace n'existe plus pour des réformes en notre faveur. Proposer une telle vision revient à proposer le programme du Parti Socialiste d'il y a 70 ans. Mais le contexte de l'époque – caractérisé par un rapport de force en faveur des travailleurs et par des marges de manœuvre importantes du capitalisme (grâce notamment aux colonies) – permettait l'amélioration des conditions de vie de la grande majorité de la population dans les pays centraux. Toutefois, si des améliorations ont effectivement été arrachées, elles n'ont pas touché aux fondements mêmes du système capitaliste, dans lequel une minorité possède l'ensemble des moyens de production et décide donc comment et en faveur de qui les utiliser. Et aujourd'hui, tous ces acquis sont attaqués et détruits. L'injustice sociale dans le système capitaliste n'est pas simplement un déséquilibre du système. Elle ne peut être abolie sans la destruction même de ce système qui est basé sur l'exploitation et l'oppression des travailleurs et de l'immense majorité de la population.

Pour avancer dans cette lutte, pour la mener à des victoires, il faut que notre classe s'organise elle-même. Comme le disait déjà Marx : « L'émancipation des travailleurs sera œuvre des travailleurs eux-mêmes ! » Il ne suffit pas de se mettre « à gauche du PS et d'Ecolo ». Il ne suffit pas de créer un parti qui va « peser sur le gouvernement » pour « modifier le cours des partis traditionnels ». ¹ Il ne suffit pas de grossir les rangs d'un

parti qui va alors résoudre, lui, les problèmes des travailleurs. Les travailleurs doivent créer leur propre organisation autonome, indépendante des partis des patrons, et où toutes les tendances de notre classe sont représentées, décidant avec la plus ample démocratie ouvrière les initiatives de lutte. C'est la seule façon de mener à bien les luttes et d'obtenir des victoires.

Cela commence aujourd'hui par une avancée dans la conquête de victoires de nos luttes. Concrètement, il s'agit de développer un plan de luttes capable de mettre en échec non seulement les plans du gouvernement Michel Ier, mais aussi toutes les mesures qui seront appliquées par les gouvernements régionaux dans notre pays. Il ne s'agit pas d'amener cette discussion au parlement, cela ne peut être qu'une partie de la lutte. La « gauche », et le PTB en premier lieu, doivent travailler au niveau syndical et politique pour prolonger la lutte dans la rue, organiser nos délégués et militants syndicaux pour construire un plan de lutte dans la durée, y compris s'il faut dépasser les mots d'ordre des sommets syndicaux. Un plan qui a comme objectif l'organisation de luttes et de mobilisations visant la grève générale indéfinie, jusqu'au retrait du plan du gouvernement Michel Ier. C'est cette victoire qui ouvrira les portes pour une nouvelle alternative pour notre classe, une alternative d'organisation, de lutte, dans les entreprises, dans la rue... Un outil pour la mobilisation permanente jusqu'à la destruction de ce système capitaliste, responsable de l'injustice sociale. ■

¹ Le Soir, 01.05.2014

Chômage, pensions, flexibilité... encore plus dur pour les plus opprimés d'entre nous !

Les plans d'austérité, mis en place à tous les niveaux (fédéral, régional, communal), et en grande partie déjà prévus par le gouvernement précédent, vont affecter en particulier les plus vulnérables parmi les travailleurs : les femmes, les jeunes, les immigrés. Plus que jamais, notre unité de classe dans la lutte est une nécessité incontournable.

Les femmes particulièrement touchées

Pour celles qui travaillent en temps partiel, le complément de chômage (AGR- Allocation Garantie de Revenu) sera réduit de moitié après 2 ans. On estime à 30 000 le nombre de personnes affectées par cette mesure en Wallonie, dont 80 % sont des femmes et un quart sont des femmes seules avec enfants à charge. Elles se voient obligées d'accepter des temps partiels malgré elles, car elles doivent assumer le plus souvent les soins des enfants et des personnes âgées. Et beaucoup de femmes n'ont pas de place d'accueil pour leurs enfants.

La dégressivité accrue des allocations de chômage les affecte particulièrement, que ce soit par le statut de cohabitant (75 % de femmes) qui réduit l'allocation à 500 euros/mois, le forfait minimum après 3 ans ou l'exclusion pour longue durée. Des 55.000 exclusions prévues, une ample majorité concerne les femmes.

L'attaque aux pensions, déjà lancée par le gouvernement Di Rupo, est maintenue et accrue : une prolongation de l'âge de la pension à 66 ans en 2025 et à 67 ans en 2030. Pour pouvoir prendre sa pension, une travailleuse devra avoir 42 ans de carrière. Or la moyenne est de 35 ans de carrière chez les femmes, vu leurs interruptions de carrière ou les mi-temps. Il leur sera donc impossible d'avoir une pension complète. Des deux tiers des pensionnés qui ont moins de 1000 euros par mois, 80 % sont des femmes.

Les mesures de flexibilité accrue du travail touchent aussi particulièrement les femmes, qui devront accepter un poste de travail jusqu'à 60 km de chez soi, alors qu'elles doivent se débrouiller

pour les enfants, l'école, la crèche, le médecin, etc.

Cette plus grande vulnérabilité des femmes aux mesures de flexibilité, de restriction des aides sociales et autres s'explique par leur situation même dans la société capitaliste. Elles sont obligées, la plupart du temps, de faire une deuxième journée de travail domestique après celle effectuée au service d'un patron. Tout ce qui tend à augmenter la pénibilité du travail salarié (augmentation du temps de travail, flexibilité, etc.) et à alléger l'intervention et le soutien de l'État dans les questions ayant trait à la famille ne peuvent qu'alourdir encore plus cette double journée de travail.

**Homme ou femme,
salaire égal pour
travail égal.
Des crèches gratuites
près du domicile pour
tous les enfants, jusqu'à
l'âge d'aller à l'école.**

Les jeunes marginalisés du monde du travail

Le taux de chômage touche 1 jeune sur 4 en Belgique, et 1 jeune sur 2 en région bruxelloise. Les conditions pour avoir droit à l'allocation d'insertion professionnelle (pour les jeunes qui n'ont pas encore trouvé du travail après leurs études) sont durcies. L'âge maximale est réduite de 30 à 25 ans, et le période « d'attente » est prolongée. On estime que 7 à 8000 jeunes de 25 à 30 ans sont affectés par cette mesure.

En outre, la chasse aux chômeurs, avec contrôle trimestriel, est renforcée, alors qu'il n'y a qu'une offre de travail

pour 30 demandeurs, et que l'augmentation de l'âge de la retraite répercute directement sur le manque de travail pour les jeunes.

Le but de tout cela n'est autre que de créer une énorme réserve de main d'œuvre prête à travailler au rabais, dans les pires conditions de travail, permettant aux patrons de faire pression vers le bas sur les salaires de tous les travailleurs.

**Stop à la chasse aux
chômeurs.
Réduction du temps de
travail sans diminution
de salaire et avec em-
bauche compensatoire.**

Les immigrés stigmatisés

De nouvelles restrictions sont imposées aux demandeurs d'asile. Selon un communiqué du CIRE, « le texte de l'accord gouvernemental insiste fortement sur l'image du "migrant abuseur", quand il n'est pas "criminel". Un migrant qu'il faut contenir, empêcher d'arriver chez nous, contrôler de près pour pouvoir le renvoyer au plus vite. L'accord laisse transparaitre une volonté de fermeture et de restriction des droits des étrangers. »

Les critères deviennent de plus en plus stricts et sélectifs, et excluent formellement toute régularisation collective. Qui plus est, des quotas sont instaurés (par exemple, seulement 75 Syriens par an !), ainsi qu'une liste étendue de « pays sûrs », des pays dont on ne peut accepter les ressortissants parce que, supposément, ils prennent correctement soin de leurs citoyens.

Les centres fermés – des prisons pour des personnes qui n'ont commis d'autre délit que celui d'être né ailleurs ou de ne pas avoir les « bons » parents – « accueilleront » à nouveau des enfants, alors que les luttes passées avaient obtenu de mettre fin à cette pratique inhumaine !

La régularisation pour raison médicale devient impossible à obtenir, avec l'excuse des certificats médicaux soi-disant abusifs.

D'autre part, les migrants « contribuant à l'économie », lisez, les fortunés, vont être privilégiés. Mais ceux qui contribuent réellement à l'économie des patrons, ce sont les 100 milles illégaux en Belgique, sournoisement tolérés pourvu qu'ils restent précisément cela, « illégaux », corvéables à merci, avec des salaires misérables pour un travail en noir, et dont on n'expulse que ceux qui se mobilisent et ceux qui s'organisent ! ■

**Avec ou sans papiers,
nous sommes tous des
travailleurs.
Personne n'est illégal,
c'est la loi qu'il faut
changer.**

Abonnez-vous !

Par son auto-financement, notre journal **Presse Internationale** est 100 % indépendant. Il se vend de main à main mais, pour le soutenir, vous pouvez aussi vous y abonner (en Belgique), au prix de 20 EUR pour 10 numéros.

- Versez le montant sur le compte *Ligue Communiste des Travailleurs*
IBAN: BE88 5230 4160 9641
BIC: TRIOBEBB
avec mention de votre nom et « Abonnement PI »
- Communiquez votre adresse postale, soit par e-mail à lct.cwb@gmail.com soit par la poste à J. Talpe
Rue de l'Elan 73 - Bte 10
1170 Watermael- Boitsfort

Un plan à combattre, tous ensemble

L'ensemble des mesures d'austérité se résume en un mot : réduire le « coût du travail », comme disent les patrons eux-mêmes, c'est-à-dire diminuer notre part de la richesse que nous produisons, pour augmenter celle des patrons, nous faire travailler plus et plus longtemps, nous payer moins, et détricoter la sécurité sociale. Et ce n'est pas par hasard que les mesures touchent plus particulièrement ceux qui sont maintenus comme armée de réserve sur le « marché du travail », ou qui sont obligés d'accepter des salaires en dessous même du minimum nécessaire pour leur existence ; ceux qui ont moins de conditions pour s'organiser pour la lutte.

A nous de renforcer le lien entre nous tous qui n'avons d'autre ressource que de vendre notre force de travail sur ce « marché ». Hommes et femmes, jeunes et vieux, avec ou sans emploi, avec ou sans papiers, nous sommes tous des travailleurs, nous sommes la classe qui n'a d'autre ressource que de s'organiser solidement pour défendre ses droits, tous ensemble. C'est le seul moyen pour, finalement, mettre fin à l'exploitation elle-même de l'immense majorité de la population par une poignée de patrons et oligarques, en prenant nous-mêmes, avec les organisations de notre classe, les rennes du pouvoir. ■

**Hommes et femmes, jeunes
et vieux, avec ou sans em-
ploi, avec ou sans papiers,
nous sommes tous des
travailleurs !**

**Non à tout le plan du
gouvernement !**

La situation à Ferguson met le feu aux poudres

L'acquittement de Darren Wilson, le policier blanc qui a assassiné le jeune Noir Michael Brown le 9 août dernier, a donné lieu à une nouvelle vague d'indignation et de protestations à travers tout le pays.

La presse rapporte qu'il y a eu des manifestations dans 170 villes dans 37 Etats, dans lesquelles des milliers de personnes ont participé et où plusieurs affrontements avec répression policière se sont produits. Les manifestations sont apparues pour protester contre la décision scandaleuse du tribunal, qui a jugé que le policier avait agi en « légitime défense » lorsqu'il a abattu de plusieurs tirs un jeune homme non armé qui tenait les mains en l'air.

Cette décision aberrante de la « justice » eut lieu presque simultanément avec un nouvel acte de violence de la police : le 22 novembre, dans un parc de la ville de Cleveland, un agent a tué Tamir Rice, un enfant noir de 12 ans qui jouait avec un pistolet factice.

Les deux faits mettent cruellement à nu l'oppression, le racisme et la violence de la police dont sont victimes quotidiennement des millions de Noirs et de Latinos aux Etats-Unis, en particulier les jeunes.

Les médias occidentaux et les séries télévisées essaient de vendre l'image du principal pays impérialiste comme

« la plus grande démocratie du monde » et « le pays des mille opportunités ». C'est faux, archifaux, pour les Noirs et les Latinos, dont les jeunes – qui affichent les plus hauts taux de chômage, de pauvreté et de marginalisation – sont toujours considérés comme « dangereux » et sont à la merci de la police à la gâchette facile, que le système judiciaire absout ensuite de leurs crimes.

Cette violence n'est pas gratuite ; elle est au service du maintien de la grande exploitation subie par les Noirs et les Latinos, qui représentent ensemble 25 % de la population du pays et environ 40 % de la classe ouvrière. C'est clairement une façon d'essayer de semer la peur parmi les opprimés et les exploités, de bien montrer « qui gouverne le pays », et d'assurer ainsi le fonctionnement d'un système capitaliste cruel et inhumain.



Les déclarations du policier Darren Wilson concernant ce qui s'est passé à Ferguson sont très instructives : « Je n'ai rien fait de mal. J'ai juste fait mon travail. » C'est-à-dire que son travail consiste à tuer de jeunes noirs.

Cependant, les choses ne sont pas restées sans suite. La vague d'indignation et de protestation qui parcourt le pays fait penser au « mouvement des droits civiques » qui s'est développé entre 1955 et 1968 à Chicago, en réponse à l'assassinat du jeune noir Emmett Till, et qui a mené à quelques acquis démocratiques pour les Noirs. Mais cette fois-ci, contrairement au cas Till (enlevé et assassiné par des civils blancs), les mobilisations sont clairement dirigées contre la police assassine et contre le système judiciaire qui la couvre, deux des piliers centraux du régime étasunien.

La lutte, contre le racisme et la violence policière, est donc explosive et vise, en dernière instance, tout le système capitaliste-impérialiste aux Etats-Unis, un système qui s'avère absolument incapable de garantir à des millions de ses habitants le plus fondamental des droits, le droit à la vie.

Nous concluons en exprimant notre rejet de ce jugement absurde, notre sympathie à la famille et les amis de Michael Brown, et notre soutien inconditionnel à ces mobilisations et à la lutte dont elles témoignent. ■

Alejandro Iturbe



Le Brésil après la Coupe du monde

Un dossier de la revue centrale de la LIT-QI est dédié aux élections au Brésil.

Zé Maria président : Un travailleur qui n'a pas changé de camp

Une nouvelle situation du mouvement ouvrier et des travailleurs

Aussi dans le contenu:

Etat d'Israël : Une longue histoire d'usurpation et d'agressions

Pourquoi l'OLP et la gauche acceptent-ils les « deux Etats » ?

Irak : un enfer sans fin pour l'impérialisme

L'Etat islamique en Syrie

Sénégal : Une section de la LIT en Afrique

Obtenez ce numéro auprès d'un camarade qui vous offre ce journal.

25 ans après la chute du Mur de Berlin

L'effondrement du stalinisme

Le 9 novembre 1989, le Mur de Berlin est tombé, un mur de béton, 166 km de long et 4 mètres de haut, qui divisait la ville de Berlin en deux et séparait l'Allemagne occidentale, capitaliste, de l'Allemagne de l'Est, communiste, depuis 1961. Les images ont fait le tour du monde, accompagnées de phrases sur « la défaite du socialisme » et sur le triomphe, le bonheur et les libertés que l'expansion du capitalisme allait apporter. Il y a lieu d'analyser cet événement historique, 25 ans plus tard, pour voir ce qui en est maintenant, et quelle influence cela a eu pour les travailleurs à travers le monde.



Un peu d'histoire.

Après la Révolution russe de 1917, un Etat ouvrier a été établi pour la première fois au monde : les moyens de production n'étaient pas la propriété d'une minorité, mais de l'Etat ; l'économie était planifiée et le commerce extérieur était étatisé ; pour les travailleurs, c'était le plein emploi, l'éducation, les soins de santé, la culture ; c'était le premier pays où l'avortement fut légalisé.

Mais cette révolution était menacée par un grand danger : si elle ne s'éten- dait pas à l'échelle internationale, le capitalisme serait rétabli dans l'Etat ou- vrier. Et c'est ce qui s'est passé, au détri- ment des travailleurs du monde entier.

Léon Trotsky, dirigeant de la révolu- tion russe avec Lénine, l'a bien expliqué en 1936 dans son livre *La Révolution*

trahie : « Plus le temps passe avec l'URSS [Union des républiques socialistes so- viétiques] encerclée par le capitalisme, plus la dégénérescence du tissu social s'approfondira. Un isolement indéfini, loin de mener à la construction d'un com- munisme national, mènera à la restaura- tion du capitalisme. »

Après la mort de Lénine en 1924, en Russie a commencé un processus de bu- reaucratisation, où la démocratie inhé- rente au régime soviétique a commencé à être éliminée et où un secteur de l'ad- ministration publique a commencé à s'enrichir. Ce processus a été mené par Staline qui, pour justifier la bureaucrati- sation de l'Etat et l'abandon de la lutte à l'échelle internationale, a développé la théorie du socialisme dans un seul pays,

affirmant que le socialisme était chose faite en Russie.

Mais l'histoire a montré que ce n'est pas possible d'atteindre le socialisme dans un seul pays, ni de coexister paci- fiquement avec l'impérialisme, comme le disait Staline. Au fil des décennies, la bureaucratie stalinienne a établi un ré- gime totalitaire : un régime qui persé- cutait et assassinait ses opposants, freinait les luttes du prolétariat à l'échelle inter- nationale et détricotait peu à peu les acquis des travailleurs en matière éco- nomique, permettant ainsi progressive- ment la pénétration du capitalisme dans les Etats de l'URSS. De ce fait, quand le Mur de Berlin est tombé en 1991, et avec lui, le régime soviétique, le capitalisme avait déjà été restauré dans les anciens Etats ouvriers.

La lutte des masses

La chute du mur de Berlin n'était pas une décision isolée du gouvernement de l'Allemagne de l'Est ; elle a un lien direct avec le processus de mobilisation qui a eu lieu dans ce pays.

A partir d'octobre 1989, de grandes manifestations ont eu lieu dans différentes villes de l'Allemagne de l'Est. Cela a commencé à Leipzig, mais semaine après semaine, les mobilisations se sont généralisées dans différentes villes, avec toujours davantage de manifestants. Le 18 octobre, le Président Honecker, qui avait tenté de répondre par la répression, a été limogé et remplacé par Egon Krenz, l'ancien chef de la sécurité. Krenz a essayé d'apaiser les manifestants, mais a échoué. Le 23 octobre, 200 000 personnes se sont mobilisées et, le 6 novembre, le nombre est passé à près de 500 000.

La situation devenait intenable et le 7 novembre, tout le conseil de ministres, l'instance qui décidait du sort de l'Allemagne de l'Est, renonça. Deux jours plus tard, le Mur de Berlin est tombé.

Des manifestations et des protestations de ce genre ont eu lieu dans différents pays du régime soviétique, en Pologne, en Hongrie, en Roumanie, en Tchécoslovaquie ; les masses se sont mobilisées pour leurs conditions de vie et pour des libertés démocratiques. La chute du Mur était donc le symbole d'un impressionnant processus révolutionnaire, démocratique, de masses, contre les régimes totalitaires à parti unique en Europe de l'Est qui se sont écroulés l'un après l'autre comme des châteaux de cartes.

La chute de ces régimes avait un caractère très progressiste, car elle conduisait à la destruction du centre mondial du stalinisme, qui était devenu un carcan pour la classe ouvrière et le mouvement de masses dans le monde entier.

Voici la description de Martín Hernández dans son livre *Le verdict de l'histoire* : « Si nous regardons les événements d'un point de vue historique, nous pouvons voir qu'au cours des décennies, il y a eu plusieurs tentatives de renverser la bureaucratie. Ces tentatives ont échoué, la bureaucratie n'a pas été chassée du pouvoir, et c'est elle qui a mis en œuvre la restauration du capitalisme. Ce

fait est, sans aucun doute, extrêmement négatif. Il est, en soi, l'expression ultime de la crise de direction révolutionnaire. Si l'histoire s'était arrêtée là, nous serions maintenant peut-être témoins d'une des plus grandes défaites de l'histoire du prolétariat mondial. Mais ce n'est pas le cas.

Après le retour de la bourgeoisie au pouvoir, les masses sont descendues dans la rue et ont renversé les agents de celle-ci, et en passant, les régimes dictatoriaux, staliniens, de parti unique. Et cela est clairement positif. [...] L'absence d'une direction révolutionnaire a fait que l'effondrement des régimes staliniens donna lieu à des régimes démocratiques bourgeois plutôt qu'à la dictature révolutionnaire du prolétariat. Mais cela ne veut pas dire qu'il s'agit d'une défaite. [...]

Les masses ont renversé des dictatures bourgeoises [déjà à partir de la mi 80], ce qui fut une grande victoire, mais faute d'une direction révolutionnaire, la bourgeoisie et ses agents ont finalement imposé des régimes démocratiques bourgeois ».

Les tâches, maintenant

La chute du Mur et du stalinisme a ouvert de meilleures conditions pour la lutte de la classe ouvrière et des masses, et pour la construction d'une direction révolutionnaire internationale dont les travailleurs ont besoin.

La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale, et le PSTU, sa section en Argentine, luttent quotidiennement pour construire cette direction. Car face à un système capitaliste en crise, qui nous tue et nous exploite de plus en plus et détruit la planète, la seule solution que nous avons, nous les travailleurs, qui ne voulons pas voir notre présent et notre avenir dévastés, est d'y opposer notre lutte ; et pour que cette lutte soit couronnée de victoire et donne une solution réelle à nos intérêts, nous avons besoin d'un outil politique pour nous organiser à l'échelle internationale, afin de mener à bien cette lutte.

La bourgeoisie s'organise à l'échelle internationale pour mettre en œuvre ses plans d'ajustement, de pillage et d'exploitation ; dans le monde, il y a des luttes héroïques des travailleurs et des peuples : au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ; en Europe contre l'ajustement ; au Mexique ; à Hong-Kong. Mais il manque une direction qui dirige et unifie ces luttes. Le PSTU t'invite à faire partie de sa construction. ■

Alejandra Salinas,
du PSTU-A, la section argentine de
la LIT-QI.
Voir www.pstu.com.ar

Un ample débat concernant l'Europe a eu lieu dans la LIT-QI lors de son 9e Congrès mondial, en avril 2014 à São Paulo. Le résultat a été publié dans une brochure que vous pouvez obtenir auprès d'un camarade qui vous offre ce journal.

Voici le titre des chapitres :

1. L'UE : crise capitaliste, ajustement structurel et hiérarchie entre Etats
2. Les partis « néo-réformistes » et leur politique de « refondation » de l'UE
3. Une nouvelle composition du prolétariat européen
4. La réorganisation politique et syndicale en Europe
5. Axes pour un programme révolutionnaire

L'Union européenne,
une machine de guerre
contre les travailleurs
et les peuples



Ligue Internationale des Travailleurs
Quatrième Internationale

Ed. Presse Internationale, LIT

Grève tournante du 8 décembre à Bruxelles et dans les provinces brabançonnaises

Plusieurs piquets de grève ont garanti que cette journée de grève régionale soit un succès. Pour un permanent de la CSC : « A Bruxelles, on n'a jamais vu une telle mobilisation depuis 20 ans. Des entreprises ont fait grève pour la première fois. Des secteurs qui sont compliqués à mobiliser ont répondu à l'appel, comme les maisons de repos, les hôtels ou les banques, notamment AG Insurance et Belfius. »¹

Le dimanche 7 décembre, à 21 h 30, deux travailleurs sont allés à la cabine de signalisation pour commencer leur pause. Mais le piquet de grève était déjà sur place. Le responsable de la cabine avait mis tout à l'arrêt, et une cinquantaine de militant sont montés pour s'assurer qu'à partir de 22 heures, tout le trafic ferroviaire serait à l'arrêt. Pas un seul train n'est rentré ou sorti de Bruxelles. Au pauses suivantes, à 6 h et à 14 h, à peine l'un ou l'autre travailleur s'est présenté. Le piquet de la rue de France était de front commun ACV - CSC - ABVV - FGTB, une première. Lundi matin, des cheminots de Gand et de Charleroi sont venus manifester leur solidarité. Et ce

n'est pas tout. Des barrières étaient installées pour empêcher les bus d'Eurostar d'amener des voyageurs à Paris.

Aux ateliers de Forest, déjà le dimanche soir, un piquet d'une centaine de personnes a garanti l'arrêt total et a accueilli avec enthousiasme le bus des camarades de BM&S, qui faisaient le tour des piquets mis en place. Des piquets de grève se sont installés dans plusieurs autres sites de la SNCB, comme, p.ex., à la Gare de Schaarbeek, garantissant ainsi l'arrêt total. En début d'après-midi, un rassemblement a eu lieu à la Gare du Midi, devant le site d'Infrabel, à l'avenue Fosny.

L'usine d'Audi à Forest était aussi à l'arrêt et des piquets étaient organisés de nombreux sièges de banques.

L'enseignement secondaire était à l'arrêt. Certaines écoles maternelles et primaires ont garanti des garderies sur inscription pour les parents. Quand à l'enseignement supérieur, l'ULB était aussi à l'arrêt et un piquet était organisé. Des écoles supérieures ont fait grève aussi ; l'IAD a profité de l'occasion pour organiser une journée de discussion

concernant les mesures du gouvernement et les mobilisations en cours.

Des services communaux étaient aussi en grève. Des piquets se sont organisés dans les communes, notamment à Saint-Josse, où un piquet s'est tenu devant le CPAS.

Aux prisons de Forest et de Saint-Gilles, la grève initiée dimanche soir a été prolongée jusqu'au mardi matin. Le mouvement a été suivi par 85% du personnel dans ce secteur particulièrement touché par les mesures.

Quant à Zaventem, 300 vols ont été annulés, soit 50% des vols prévus. Les bagagistes étaient à l'arrêt.

Des piquets étaient tenus aux dépôts de la STIB, à Forest et principalement à Delta (Auderghem), où les travailleurs ont garanti le blocage de cette entrée à la ville avec des travailleurs de la CGSP ALR.

D'après les journaux, 95% des commerces de la rue Neuve ont été fermés grâce à l'action syndicale. ■

¹ Le Soir en Ligne 9.12.2014



Gand :

Les travailleurs ont largement répondu à la grève

La deuxième grève régionale, le 1er décembre dernier, fut une réussite en Flandre Occidentale et Orientale. Les secteurs économiques les plus importants dans ces provinces, où la capitale provinciale de Gand occupe une position stratégique, ont été largement paralysés par la grève organisée en front commun par les syndicats socialiste (ABW/FGTB), chrétien (ACV/CSC) et libéral (ACLVB/CGSLB). Dans les ports de Gand, rien ne bougeait, si ce n'étaient les piquets des travailleurs en grève. Cela montre que les travailleurs en Flandre sont prêts à se battre contre les mesures d'austérité et à défendre la sécurité sociale.

Bien que les patrons aient voulu minimiser les énormes pertes économiques

pour les entrepreneurs, leur organisation Voka parle d'une perte de 60 millions d'euros, 20 % de la valeur ajoutée brute journalière des deux provinces.¹ Le fait est qu'aucun train n'est sorti de Gand, que De Lijn était complètement à l'arrêt, que les ports étaient sous le contrôle des travailleurs et qu'un fonctionnaire sur cinq de la ville de Gand ne s'est pas présenté au travail. Toutefois, dans les PME, l'adhésion à la grève était estimée par les patrons à seulement 5 % (le pourcentage étant probablement un peu plus haut que cela).

Selon Louis Pillaert (ABW), il y avait entre 400 et 500 piquets de grève en Flandre Orientale, et les syndicats estiment qu'environ 10 000 membres et

militants y ont participé. Le même dirigeant affirme que « l'action fut une réussite, dans le sens que la grève fut très bien suivie ». C'était surtout le cas dans les secteurs industriels (Arcelor Mittal, Volvo) et les services publics, mais aussi dans le secteur commercial et une partie du secteur des employés. Dans une moindre mesure, le secteur médical et des soins y a participé aussi. Et Pillaert souligne « que le monde culturel a également manifesté son soutien, ainsi que quelques écoles ».² ■

Une militante de Gand

1 De Morgen 02.12.2014

2 De Morgen online 01.12.2014

Liège : une grève vraiment générale

Les appels à la grève générale sont traditionnellement bien suivis dans la région liégeoise, et pas uniquement dans le vieux bassin industriel. Cette fois-ci, la grève a été encore plus générale que lors des années précédentes – tout comme ce fut le cas dans les autres provinces jusqu'ici.

Pas de trains, pas de bus, pas de courrier. Les grandes entreprises à l'arrêt partout. Les entrées de tous les zonings industriels et commerciaux en région liégeoise (Hauts-Sarts, Sart-Tilman, Bonne-Fortune, Villers-le-Bouillet) et verviétoise (Plenesses, Battice, Eupen) bloquées par des piquets déterminés. Même situation au port autonome de Liège et à l'aéroport de Bierset.

Tous les grands centres commerciaux de Liège (Médiacité, Belle-Ile, Galerie Saint-Lambert, Cora) fermés, de même que beaucoup de grandes et moyennes surfaces en périphérie. Un peu partout, les écoles fermées ou en service très minimum. La plupart des administrations communales fermées ou au ralenti. Les grands hôpitaux en service strictement minimum.

Dans le centre de Liège, rideau baissé chez pas mal de commerçants, faute de clients, par solidarité... ou par crainte d'une visite de piquets. S'il n'y avait pas eu le défilé annuel des étudiants pour la Saint-Nicolas, le centre de Liège aurait été complètement « ville morte » ce lundi.

Et partout, partout des piquets de grève rouges et verts (le bleu étant des plus discrets).

Le Front Commun syndical a fonctionné à plein cette fois-ci (ce qui n'est pas toujours le cas), avec même un quartier-général commun établi à Herstal pour coordonner l'action des centaines de piquets fixes et des piquets volants sur toute la région. C'est d'ailleurs-là, une des deux raisons du grand succès de la grève. L'autre étant évidemment l'opposition généralisée aux mesures du gouvernement Michel qui fait qu'une bonne partie des piquets n'ont pas eu trop à intervenir, faute de candidats au travail. Dans ces conditions, la grève tournante du 1er décembre a surtout ressemblé à un tour de chauffe avant la grève nationale du 15 décembre qui sera certainement encore plus suivie.

A gauche, des délégations du PTB ont visité 200 piquets sur la province (le quotidien local « La Meuse » a par contre signalé n'avoir aperçu la présence que d'un seul mandataire PS aux piquets, le bourgmestre d'Herstal Frédéric Daerden !). Par ailleurs, l'Alliance des Alternatives contre l'Austérité (AAA - une coordination créée à la rentrée par le PSL, Riposte.cte, la JOC, le CADTM, ATTAC, la LCR,...), a réuni 300 personnes pour une manifestation dans le centre ville. Partant du siège du PS pour rejoindre celui du MR et enfin terminer devant le piquet Place Saint-Lambert, le cortège était dynamique, composé de beaucoup de jeunes à côté de militants des divers groupes organisateurs, mais il y avait très peu de syndicalistes visibles.

Jean

Echos d'une journée de grève



Lundi 24 novembre 2014, premier jour des grèves régionales « tournantes » organisées dans le pays. [...]

Nous partons soutenir les grévistes installés sur le site de l'AWIPH à Montignies. Une dizaine de travailleurs sont sur place, déterminés, devant l'entrée. Assez vite, contrastant avec les chasubles colorées, deux employés arrivent, pressés, tenue sombre et cartable au bras. Faisant semblant de ne rien remarquer, ils fendent le groupe et font mine de rentrer dans le bâtiment pour travailler. Mais les grévistes du site les avaient repérés et un cordon ferme et amusé s'est formé instantanément, bras serrés pour fermer le passage. « Pas possible aujourd'hui, rentrez chez vous. » Ils n'insistent pas, ils auront essayé... [...]

Nous partons donc en voiture vers le Delhaize de Marcinelle, où nous savons que les livraisons commencent dès 6 h 30. C'est un gros magasin, qui a été quelques jours en grève ces derniers mois contre les mesures de restructuration du groupe. L'information était passée qu'ils auraient besoin de renforts. [...] Mais le magasin est ouvert, les gens travaillent. Pas de délégation, personne sur le parking. Manifestement ils n'ont pas besoin de nous, le magasin restera ouvert. [...]

Leader Price. Les grévistes y ont bloqué l'entrée principale d'un cordon de caddies avec des colliers colson.

Ils sont bien installés autour d'une table de camping et prennent le café en musique. Ils ont peint une dizaine de panneaux sur le thème de la grève : contre l'austérité et les différentes mesures antisociales du gouvernement Michel. [...] La gérante est entrée avec des membres de sa famille et fait tout pour préparer et ouvrir le magasin. Mais celui-ci est bien barricadé et restera fermé. [...]

Une trentaine de grévistes tiennent le piquet du parking de Charleroi-Sud. [...]. C'est l'occasion de rencontrer les grévistes de BM&S, descendus à Charleroi pour parler de leur mouvement après leur action de blocage de Thalys à la gare du Midi. Si ceux-ci apparaissent fatigués, ils sont toujours combatifs et forment un groupe compact, toujours déterminés après plus de 90 jours de grève. [...]

La journée est manifestement une réussite. Tout au long de la journée, les échos des différents piquets se font entendre : la FAFER, Caterpillar, Ville2, l'aéroport. On rapportera que 70 % des commerces étaient fermés. Le mot va certainement se donner pour faire de la journée de grève nationale du 15 une réussite encore plus totale.

* Extraits d'un récit, très passionnant, qu'on peut lire sur notre site, www.lct-cwb.be, onglet Syndical

Voir d'autres échos sur les pages 14-15